



Un mégaprojet d'énergie solaire inédit pour le développement du Sud tunisien

L'énergie solaire prend de plus en plus les allures d'une option qui pèse de tout son poids dans la stratégie énergétique future de la Tunisie dont la facture en la matière s'est envolée, fin août dernier, à 4235 millions de dinars 2700 MD sont supportés par le budget de l'Etat. Les cours mondiaux du pétrole allant crescendo, la nécessité se fait impérieuse pour le gouvernement d'aller plus vite dans les renouvelables, ce qui semble être fermement le cas.

En effet, la voie est en train d'être pavée pour le développement d'un mégaprojet d'énergie solaire dans la région de Remada, dans le Sahara tunisien, dans le gouvernorat le plus méridional du pays, Tataouine. Le directeur des énergies renouvelables de l'Agence nationale pour l'énergie, ANME, Karim Nefzi, vient de révéler au « [pv magazine international](#) » que les autorités tunisiennes ont récemment rencontré des responsables du Programme Nations unies pour le développement (PNUD) et d'autres entités gouvernementales tunisiennes pour discuter des détails du projet.

Il s'agit, à travers ce mégaprojet, d'aider la région à atteindre trois objectifs principaux: créer les conditions pour le développement de l'agriculture biologique, améliorer le tourisme dans le Sahara tunisien; et promouvoir les activités de R & D liées aux technologies innovantes dans les zones désertiques. Il s'agit aussi d'améliorer la sécurité à la frontière avec la Libye, une région qui a connu une situation sécuritaire instable ces dernières années, en raison de la guerre civile en Libye.

Un mégaprojet en 3 phases

La première phase du projet, qui sera mise en œuvre entre 2018 et 2020, verra le déploiement de 200 MW d'énergie solaire, en plus du développement de 5 000 hectares de terres agricoles, de la construction d'une route, d'un village et d'infrastructures de base, la mise en place d'une connexion réseau et la création d'un centre international pour soutenir le projet.

La deuxième phase, prévue pour la période 2021-2025, devrait ajouter 500 MW supplémentaires de production d'énergie photovoltaïque, 15 000 hectares supplémentaires de terres agricoles et d'autres infrastructures.

Au cours de la troisième et dernière phase, la nouvelle capacité photovoltaïque atteindra 1 GW, tandis que l'agriculture sera développée sur une surface totale de 30 000 hectares.

Selon une récente étude du PNUD sur le développement des énergies renouvelables en Tunisie, le pays développe actuellement une capacité installée d'environ 5,2 GW dont environ 90% le sont par la société publique tunisienne, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), tandis que les 10% restants proviennent de producteurs d'énergie indépendants (IPP).

Extrêmement rentable !

Le PNUD a mis au point un ensemble d'instruments publics en mesure de réduire le « coût actualisé de l'énergie » (LCOE) pour le solaire photovoltaïque à grande échelle en Tunisie, de 0,072 € / kWh dans un scénario dit de statu quo, à 0,058 € / kWh dans un scénario d'atténuation du risque en ramenant la prime de prix requise de 0,019 € / kWh à 0,005 € / kWh.

En outre, l'étude révèle que les coûts de financement demeurent l'un des principaux défis pour les énergies renouvelables dans le pays. Selon le PNUD, le coût des fonds propres pour l'énergie éolienne et solaire en Tunisie est aujourd'hui estimé à 17% et le coût de la dette à 8%.

"En conclusion, la modélisation montre clairement qu'investir dans des mesures d'atténuation publiques devrait être dans tous les cas plus rentable pour la Tunisie, comparé à une alternative consistant à payer des coûts de production plus élevés", ont déclaré les auteurs du rapport.

Après la clôture de son premier appel d'offres de 70 MW début mai et le lancement du processus de pré-qualification d'un nouvel appel d'offres de 500 MW une semaine plus tard, le gouvernement tunisien a annoncé un appel d'offres pour une deuxième série de 70 MW.

La stratégie tunisienne en matière d'énergies renouvelables vise à déployer environ 4,7 GW de capacité d'énergie propre d'ici 2030. Cela suffira pour assurer aux énergies renouvelables une part de 30% dans le mix énergétique.

Source : AFRICAN MANAGER